

## Le digital labour, extension infinie ou fin du travail ?

Sébastien Broca, *tracés*, Revue de Sciences humaines, n°32, 2017

Cet article considère le champ d'études constitué autour de la notion de *digital labour* comme révélateur de deux tendances actuelles : la caractérisation comme travail d'un nombre croissant de temps sociaux, le rôle économique grandissant des processus d'automatisation algorithmique. L'hypothèse défendue est que l'extension de la notion de travail à des activités quotidiennes – comme utiliser un moteur de recherche ou porter un bracelet connecté – est dialectiquement liée au fait que, dans certains secteurs de l'économie numérique, l'activité humaine consciente n'est plus la seule source de la valeur. Autrement dit, les théoriciens du *digital labour* présentent comme du travail des activités que le sens commun ne considère pas comme telles, parce que ces activités servent d'inputs à des processus économiques où l'automatisation tient une large place. Il s'agit ainsi en quelque sorte de retrouver le travail dans les secteurs où sa centralité paraît remise en cause. Ce geste théorique, pour intéressant qu'il soit, peut susciter quelques réserves. D'une part, il rompt avec la définition philosophique moderne du travail en tant qu'activité consciente et volontaire. D'autre part, il semble réduire l'ensemble de nos temps sociaux au vaste processus d'accumulation capitaliste. La fin de l'article tente d'élaborer quelque peu ces deux critiques.

Les discussions scientifiques récentes autour des mutations du travail et de son avenir témoignent de deux tendances en apparence contradictoires. D'un côté, un nombre croissant d'activités et de temps sociaux se voient caractérisés comme du travail. De l'autre, le travail est présenté par certains comme étant en voie d'extinction du fait des progrès de l'automatisation. Cette note explicite comment le champ d'études constitué autour de la notion de *digital labour*<sup>1</sup> (Scholz éd., 2013) témoigne de cette dynamique paradoxale.

### Deux tendances paradoxales

Depuis une cinquantaine d'années, la notion de travail a été étendue à de nombreuses activités, qui n'étaient auparavant pas abordées comme telles. Dès la fin des années 1960, la critique féministe matérialiste montrait qu'il était possible de considérer les tâches non rémunérées accomplies majoritairement par les femmes au sein de leur foyer, comme du travail domestique ou ménager (Delphy, 1978). Dans les années 1970, le théoricien marxiste de la communication Dallas Smythe soutenait que le temps passé à regarder les médias, la télévision par exemple, pouvait être appréhendé comme un temps de travail (*audience labour*), au sens où en son absence aucune entreprise ne paierait pour de la publicité (Smythe, 1977). Au cours des années 1990, les théoriciens postopéraïstes<sup>2</sup> forgeaient dans la

---

<sup>1</sup> La notion de *digital labour* est difficilement traduisible, du fait des connotations spécifiques des termes anglais mais aussi car il est devenu usuel de désigner ce courant de recherche en conservant l'expression dans sa langue originale. Nous reprenons ici cet usage, qui s'applique également aux termes d'*audience labour*, de *playbour*, de *weisure*, ou encore à la *Labour Process Theory*.

<sup>2</sup> On regroupe sous le terme de *postopéraïsme*, ou parfois d'*Italian Theory*, les travaux d'un ensemble de penseurs italiens (Antonio Negri, Maurizio Lazzarato, Paolo Virno, Franco Berardi Bifo, etc.) qui ont développé, à partir de l'opéraïsme italien des années 1960, une analyse des mutations historiques du capitalisme et de l'essor du « travail immatériel » dans le contexte contemporain.

revue *Futur Antérieur* la notion de « travail immatériel », défini comme une activité cognitive, créative et relationnelle. Du fait de l'essor de ces activités, il devenait selon eux « de plus en plus difficile de distinguer le temps de travail du temps de reproduction ou du temps libre » (Negri et Lazzarato, 1991). Plus récemment, des travaux sociologiques ont mis en évidence les notions de travail bénévole (Simonet, 2010), de travail des clients (Tiffon, 2013) ou encore de travail des consommateurs (Dujarier, 2014). L'essor d'Internet a aussi donné naissance à quantité de néologismes, essentiellement d'origine anglo-saxonne (*prosumption*, *playbor*, *weisure*), qui viennent brouiller certaines distinctions couramment admises : production et consommation, jeu et travail, travail et loisirs.

La deuxième tendance caractéristique de la situation actuelle est de présenter le travail comme une denrée de plus en plus rare, vouée à disparaître du fait des progrès rapides de l'automatisation, laquelle entraînerait un découplage entre gains de productivité et gains d'emplois, et détruirait un grand nombre de métiers dorénavant susceptibles d'être effectués par des machines (Rifkin, 2005 ; Brynjolfsson et McAfee, 2014 ; Stiegler, 2015). Les discours sur la fin du travail sont toutefois d'une nouveauté relative, puisque nous sommes loin d'être la première génération à craindre les destructions d'emplois causées par les évolutions techniques. On rappellera les angoisses qui s'exprimaient déjà au XIX<sup>e</sup> siècle lors de l'apparition de la machine à vapeur et du métier à tisser (Jarrige, 2009), ou encore les peurs entraînées par les progrès de la mécanisation dans les usines. Sur un mode plus positif, on notera que la littérature utopique (par exemple Bellamy, 2015) et la tradition marxiste (Marx, 1968 ; Lafargue, 1969 ; Marcuse, 1963) regorgent de passages décrivant une baisse radicale du temps de travail grâce au perfectionnement des machines, censées libérer les hommes des tâches les plus pénibles. Cette « fin du travail » n'a pour l'instant jamais eu lieu, même s'il est indéniable que les évolutions techniques ont considérablement modifié le contenu du travail et le feront sans aucun doute à l'avenir.

### Les diverses configurations socio-économiques du *digital labour*

La notion de *digital labour* se présente comme la continuation, voire comme l'acmé, de la première tendance : l'élargissement du spectre de ce qui peut être considéré comme relevant du travail. Elle embrasse certes des activités que le sens commun considère déjà comme telles (celle du chauffeur Uber ou du *clickworker*<sup>3</sup> sur Amazon Mechanical Turk), mais elle requalifie surtout comme « travail » un grand nombre d'activités en ligne, qui semblent relever de la sphère des loisirs ou consister en la simple consommation d'un service : faire une recherche Google, participer à un réseau social, poster une vidéo amateur ou encore utiliser une application mobile. Antonio Casilli appréhende ainsi comme du *digital labour* toutes « les activités numériques quotidiennes des usagers de plateformes sociales, d'objets connectés ou d'applications mobiles » (Cardon et Casilli, 2015, p. 13). Ce geste théorique se situe dans une filiation explicite avec les approches mentionnées plus haut. De nombreux auteurs reconnaissent du reste que la notion de *digital labour* se nourrit du féminisme marxiste, des travaux de Smythe, de la conceptualisation du « travail immatériel », des études sur le travail du consommateur, ou encore de l'idée de *free labour* (Terranova, 2000)<sup>4</sup>. L'idée déterminante est que les activités en ligne peuvent être

---

<sup>3</sup> Les *clickworkers* (ou « travailleurs du clic ») sont les personnes qui accomplissent un travail en ligne, le plus souvent répétitif (*tagging* de contenus, classement d'images, élaboration de *playlists*) et payé à la tâche.

<sup>4</sup> Antonio Casilli précise ainsi : « Ma notion de *digital labor*, j'insiste à chaque fois pour le rappeler, hérite de concepts qui en sont des antécédents théoriques. Je citerai Marie-Anne Dujarier et son "travail du consommateur", ou toute la tradition post-opéraïste italienne qui a misé sur le travail immatériel, comme les

appréhendées comme du travail, en tant qu'elles participent à créer de la valeur pour les entreprises du Net<sup>5</sup>. Cette valeur n'étant pas redistribuée aux internautes (ou alors dans des proportions extrêmement faibles), on peut même considérer qu'il s'agit d'un travail exploité (Fuchs, 2014).

Élaborée pour critiquer les modèles d'affaires de l'économie numérique, la notion de *digital labour* constitue ainsi une nouvelle étape dans l'extension de la catégorie de travail à divers champs de la vie privée et sociale. Il est notable que cette extension conduise à subsumer sous une même notion des modalités très hétéroclites de participation à la production de valeur. Considérons ainsi quelques exemples. Lorsque l'on appréhende les contributeurs de l'« économie collaborative » (chauffeurs Uber, loueurs Airbnb, femmes de ménage sur TaskRabbit, etc.) comme des *digital labourers*, on analyse des activités qui n'ont pas grand-chose d'inédit, dont personne ne doute qu'elles correspondent à du travail, mais qui s'accomplissent dans un contexte technologique, économique et social relativement nouveau. La notion sert alors d'étendard à une critique virulente de l'assaut mené par les plateformes contre les modalités existantes de protection et de régulation du marché du travail (Scholz, 2016). Il en va différemment lorsqu'on considère comme du *digital labour* la réalisation et la mise en ligne d'une vidéo amateur sur YouTube. Il s'agit alors de remettre en question la distinction que nous opérons spontanément entre travail et loisir, et d'affirmer que des activités vécues subjectivement comme plaisantes et non contraintes peuvent être considérées comme du travail. En d'autres termes, le but est de souligner – à la suite de plusieurs travaux en sociologie du travail – qu'il n'est pas possible de s'adosser à l'équivalence travail *égal* peine « pour instruire le débat concernant la qualification de "travail" » (Dujarier, 2014, p. 238). Enfin, l'enjeu est encore différent lorsqu'on affirme que, étant donné que nos vies numériques génèrent à chaque instant des données valorisées par certains acteurs économiques, toute forme de présence connectée constitue désormais un *digital labour* (Cardon et Casilli, 2015, p. 13). Il s'agit alors de présenter comme du travail la simple consommation de services en ligne, indépendamment même de toute activité productive consciente.

Ces quelques remarques suffisent à montrer que la notion de *digital labour* embrasse des choses très diverses : la précarisation de certains métiers (parfois désignée par le néologisme *uberisation*), l'exploitation de contenus produits par des amateurs (les *user generated contents*), ou encore la valorisation des données personnelles des internautes. Toute forme de participation à la production de valeur au sein de l'économie numérique tend en fait à être considérée comme du *digital labour*, dès lors que cette participation ne correspond pas au modèle traditionnel de l'emploi salarié. Les configurations socio-économiques du *digital labour* fluctuent par conséquent énormément. L'économie d'intermédiation entre offreurs et demandeurs, dans laquelle excelle une plateforme comme Uber, est assez différente de l'économie publicitaire, qui a fait la fortune de Google. Surtout, le « travail » dont il est

---

analyses sur le travail des publics de Dallas Walker Smythe. Finalement, ma réflexion sur le travail informel dans le contexte de dispositifs numériques reprend et réinterprète, revitalise ces grandes traditions de recherche qui ont été quelquefois laissées de côté » (Casilli, 2016). Eran Fisher et Christian Fuchs soulignent quant à eux que « la conceptualisation critique du *digital labour* se nourrit d'une variété d'approches, qui incluent la théorie de Marx, la théorie de Dallas Smythe sur la marchandisation des publics, la Théorie critique, le marxisme autonomiste, l'économie politique féministe et la *Labour Process Theory* » (Fisher et Fuchs éd., 2015, p. 5).

<sup>5</sup> Certains théoriciens du *digital labour* ajoutent à ce critère *princeps* d'autres éléments comme l'encadrement contractuel des activités ou l'existence de métriques pour les évaluer (voir Cardon et Casilli, 2015, p. 13).

question dans les deux cas n'est pas du tout le même. Il n'a ni les mêmes significations, ni les mêmes enjeux. En élargissant le spectre de ce que l'on qualifie comme « travail », la notion de *digital labour* englobe ainsi une grande variété de transformations liées à l'économie numérique.

## Le *digital labour* et l'automatisation algorithmique

L'affinité de la notion avec la deuxième tendance mentionnée plus haut (les discours sur l'automatisation et la fin du travail) est en apparence plus contestable. Les théoriciens du *digital labour* défendent en effet la pertinence intacte de la catégorie de travail. Ils critiquent ceux qui ne voient dans le monde numérique que jeu, loisirs et *empowerment* des individus (Andrejevic, 2013 ; Lund, 2014). Ils réaffirment au contraire la centralité de la question du travail exploité, au sein d'un champ de recherche où les enjeux d'économie politique ont souvent été délaissés. Ils se méfient en outre des discours sur l'automatisation en montrant que, derrière les résultats produits « automatiquement » par les algorithmes<sup>6</sup>, se cachent en général des travailleurs bien humains : ingénieurs, programmeurs, *clickworkers*, etc. (Gillespie, 2016).

On ne saurait toutefois oublier qu'au sein de l'économie numérique, le travail se déroule dans un contexte où de nombreuses tâches se voient confiées à des algorithmes. Même si l'on prend l'exemple du travail a priori très « matériel » d'un chauffeur Uber, l'automatisation algorithmique n'est jamais loin. Son activité ne pourrait en effet exister (sous cette forme) sans la géolocalisation, la planification informatisée des courses, la tarification dynamique (*surge pricing*) et l'agrégation d'informations sur les chauffeurs et les clients. Le rôle des processus informatisés de traitement de l'information est encore plus flagrant lorsqu'on considère le *digital labour* en tant que simple émission de données. Le « travail » dont il est question ne consiste plus alors qu'à produire la « matière première » (les données) d'un processus, dont les opérations essentielles sont pratiquées par des algorithmes (programmés par d'autres travailleurs<sup>7</sup>). L'internaute fournit des données à Google en utilisant son moteur de recherche ; les algorithmes de la multinationale de Mountain View se chargent de les trier, de les organiser et de les valoriser sur le marché de la publicité en ligne. Comme le souligne Dominique Cardon, c'est ainsi la transformation des données « par un mécanisme d'agrégation, de calcul, de comparaison, de filtre, de classement ou de recommandation qui leur confère un sens (pour les internautes) et une valeur (pour les plateformes) » (Cardon et Casilli, 2015, p. 55).

Ce mécanisme est un processus d'« automatisation algorithmique » (*ibid.*, p. 69), au sein duquel l'internaute est un pourvoyeur de données de même qu'un agent permettant l'amélioration des algorithmes. En effet, non content de disséminer des données personnelles, l'utilisateur d'un service en ligne fournit un retour sur le fonctionnement en situation des algorithmes, ce qui permet souvent de mieux calibrer ceux-ci et de renforcer leur efficacité, par exemple grâce à des processus de *machine learning*<sup>8</sup>. Ce « travail » de

---

<sup>6</sup> En informatique, un algorithme est une série finie d'instructions ou d'opérations formalisées, qui permet de résoudre un problème ou de traiter un ensemble de données en vue d'obtenir un certain résultat.

<sup>7</sup> On soulignera que ce travail de programmation des algorithmes n'est en général pas appréhendé comme du *digital labour*. Il s'agit d'un travail hautement qualifié, qui est la plupart du temps accompli dans un contexte d'emploi classique. Il échappe dans cette mesure à ce que tente de saisir la notion de *digital labour* : la participation à la production de la valeur hors du champ de l'emploi salarié traditionnel.

<sup>8</sup> Le *machine learning* désigne la capacité de certains algorithmes à « apprendre par eux-mêmes », c'est-à-dire à améliorer leur efficacité au fur et à mesure qu'ils sont utilisés et emmagasinent des données.

l'internaute est absolument indispensable pour les plateformes, comme le soulignent à juste titre les théoriciens du *digital labour*. Il ne consiste toutefois en rien d'autre qu'à fournir des données à même de nourrir et d'affiner des formes d'automatisation algorithmique. Autrement dit, le rôle de l'internaute semble parfois être devenu celui d'un simple auxiliaire des algorithmes ; auxiliaire certes indispensable, mais dont la fonction est néanmoins relativement subalterne dans le processus de production de valeur.

On peut dès lors se demander si l'extension de la notion de travail portée par les théoriciens du *digital labour* n'est pas, dans une certaine mesure, une conséquence de ce rôle croissant des algorithmes. Au sein d'une tradition marxiste où le travail a traditionnellement été pensé comme la source de la valeur (Roubine, 2009), il s'agirait en quelque sorte de retrouver le travail là même où il semble avoir disparu, à savoir au cœur des processus économiques où l'automatisation algorithmique paraît opérer de manière presque autonome. Autrement dit, l'élargissement de la catégorie de travail à la simple émission de données serait lié à une situation où le travail humain occupe désormais, dans certains secteurs technologiques, une fonction relativement subalterne dans le processus de création et de captation de la valeur.

On ne saurait en tous les cas nier qu'il est à première vue surprenant de considérer comme du travail le fait de laisser des traces sur Internet ou, pour mieux dire, de fournir sans s'en rendre compte la matière première (les données) d'un processus de création de valeur où les algorithmes (et le travail de ceux qui les écrivent) tiennent un rôle central. Cette émission de données n'est en effet qu'un corollaire, souvent non intentionnel et non conscient, de l'utilisation d'Internet à d'autres fins. Ne sommes-nous pas assez loin de ce qu'on considère en général comme la définition philosophique du travail ?

### La disjonction entre la volonté du sujet et les fruits de son activité

Il est ici nécessaire de revenir sur ce qui est, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle au moins, considéré comme le propre du travail humain. André Gorz rappelle que la modernité historique et philosophique a vu émerger une conception du travail comme « activité qui transforme et domine la nature » (Gorz, 2008, p. 131). Au XIX<sup>e</sup> siècle, Hegel définit le travail comme un processus d'extériorisation de soi par lequel « les hommes inscrivent leur esprit dans la matière » (*ibid.*, p. 131-132). Marx hérite de cette conception, tout en la transformant grâce à la distinction entre le travail concret, par lequel les hommes produisent leurs conditions matérielles d'existence, et le travail abstrait, qui fournit – par-delà l'hétérogénéité des formes de travail concret – la mesure de la valeur des marchandises (Marx, 1968, p. 122-123). Ce qui demeure hégélien chez Marx, c'est une définition du travail (concret) en tant qu'activité consciente d'un sujet, imprimant sa marque dans le monde afin de rendre celui-ci habitable. Cet aspect apparaît clairement dans le célèbre passage du *Capital*, où Marx décrit la spécificité du travail humain :

Notre point de départ c'est le travail sous une forme qui appartient exclusivement à l'homme. Une araignée fait des opérations qui ressemblent à celles du tisserand, et l'abeille confond par la structure de ses cellules de cire l'habileté de plus d'un architecte. Mais ce qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête avant de la construire dans la ruche. Le résultat auquel le travail aboutit, préexiste idéalement dans l'imagination du travailleur. Ce n'est pas qu'il opère seulement un changement de forme dans les matières naturelles ; il y réalise du même coup son propre but dont il a conscience, qui détermine comme loi son mode d'action, et auquel il doit subordonner sa volonté. (Marx, 1968, p. 276)

Ce qui singularise le travail humain, ce ne sont donc pas ses résultats ni même la complexité de ses opérations, dont on peut trouver des équivalents dans le règne animal ; c'est le fait qu'il se présente comme une activité consciente, orientée vers un but et produisant une « modification voulue de son objet » (*ibid.*, p. 279). Autrement dit, le travail est pour Marx la qualité proprement humaine d'une action qui transforme son milieu de manière intentionnelle. Bien que la réflexion sur le travail se soit considérablement enrichie depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et qu'aucune définition ne fasse aujourd'hui véritablement consensus en sciences humaines, on peut penser que cette approche saisit quelque chose qui demeure toujours valable. Marie-Anne Dujarier propose par exemple trois critères pour circonscrire le champ du travail : celui-ci est selon elle « un rapport social » (i), qui « crée de la valeur » (ii), et qui consiste en une « activité du sujet en prise avec le réel et la contrainte, se débattant avec lui pour tenter de développer son milieu matériel, social et subjectif » (iii) (Dujarier, 2014, p. 13-14). La référence à la notion de « sujet » montre bien que le travail a toujours pour nous le sens d'une extériorisation de soi, par laquelle l'homme transforme un donné (qui, comme le souligne Dujarier, n'est pas nécessairement un donné matériel) de manière consciente et volontaire.

Revenons désormais au *digital labour*. Même lorsqu'il est conçu comme une simple émission de données, il implique la plupart du temps des activités conscientes et volontaires : je décide de rechercher tel terme dans Google, d'utiliser telle application mobile, etc. En revanche, les données produites durant ces activités – données qui permettent selon les théoriciens du *digital labour* de parler de « travail » en tant qu'elles sont monétisées par des entreprises – ne sont nullement le fruit de la volonté de l'internaute. Pour le dire de façon très simple, le but de l'utilisateur n'est pas de fournir des données personnelles à Google, mais d'utiliser le moteur de recherche proposé par cette entreprise. On observe par conséquent une disjonction entre la *volonté* du sujet et les *fruits* de son action, ces derniers n'étant qu'un effet collatéral d'une activité accomplie avec une intention toute autre. Autrement dit, les deux éléments qui demeurent intimement liés dans la définition marxienne du travail (le résultat du travail et la volonté qui y préside) apparaissent ici irrémédiablement séparés.

### Quelques critiques adressées au *digital labour*

On peut sur la base de ce constat comprendre la teneur de certaines critiques adressées aux théoriciens du *digital labour*. En s'en tenant au critère *princeps* de la production de valeur, ceux-ci semblent renoncer à la définition moderne du travail en tant qu'activité volontaire d'un sujet. Moyennant quelque simplification, on pourrait dire qu'ils ne conservent de la double nature du travail chez Marx que ce qui relève du travail abstrait. Or, une telle réduction est contestable. D'une part, il n'est pas certain que toutes les formes de *digital labour* se laissent saisir comme du travail abstrait au sens du livre premier du *Capital*. Pour que ce soit le cas, il faudrait par exemple que la valeur d'échange d'un paquet de données personnelles puisse être considérée comme la réalisation d'une valeur déterminée *ex ante* par la quantité de travail simple et socialement nécessaire que ces données incorporent. Autrement dit, il faudrait que ces données s'échangent à un prix reflétant le temps moyen de navigation nécessaire à leur collecte par les entreprises du Web. Il est permis de douter que ce soit ainsi que fonctionne l'économie numérique. L'application de la théorie marxienne de la valeur dans ce cadre a du reste été clairement contestée (Arvidsson et Colleoni, 2012). D'autre part – et c'est ce point qui m'intéresse ici en premier lieu – lorsqu'on considère le fait de disséminer incidemment des données comme du travail, on

occulte le fait que la catégorie de travail se définit d'abord comme une activité dont le produit est indissociable de la volonté d'un sujet. Bruce Robinson affirme pour cette raison que l'idée selon laquelle les internautes travailleraient pour Google « est au mieux une métaphore trompeuse », étant donné que les utilisateurs du moteur de recherche « ne participent pas consciemment à la création des données informationnelles qui reflètent leur activité » (Robinson, 2015).

On peut par conséquent émettre quelques réserves face à la tendance des analyses en termes de *digital labour* à interpréter comme du « travail » toute forme de participation des internautes à la production de valeur. Il est ici utile de citer à nouveau Antonio Casilli, qui affirme dans une interview que :

Si vous portez un objet connecté, vous travaillez même en courant ou en dormant. Chaque minute de notre existence participe à une activité productive. Et, désormais, le travailleur est tout le monde. Le *digital labour*, c'est l'extension infinie du domaine du travail. (Casilli, *Libération*, 2015)<sup>9</sup>

Ces propos témoignent à mon sens du fait qu'il y a une intention polémique chez de nombreux théoriciens du *digital labour*, ou du moins une volonté affirmée de questionner les représentations couramment admises du travail. Par bien des aspects, une telle intention est salutaire : elle survient après des années où l'insistance sur la dimension (contre-)culturelle d'Internet a marginalisé toute tentative de mettre en débat la production et la répartition de la valeur en ligne. Il faut créditer l'approche *digital labour* d'avoir contribué à faire émerger ces questions, aussi bien dans la littérature universitaire que dans le débat public. On peut néanmoins s'interroger sur ce qui est aussi perdu dans ce renoncement à penser une quelconque extériorité vis-à-vis du travail. Comme le remarque David Hesmondhalgh, dans une critique de la notion d'*audience labour* qui pourrait aussi bien s'appliquer au *digital labour*, « la position normative sous-jacente, mais insuffisamment développée, est que l'ensemble de notre temps contribue, dans une société capitaliste, à une vaste machine négative appelée capitalisme ; rien n'échappe à ce système » (Hesmondhalgh, 2010).

Pourtant, il y aurait peut-être lieu de considérer que certaines activités, y compris parmi celles qui produisent de la valeur, contestent ou transcendent en partie la réduction de toute chose au processus d'accumulation capitaliste. Cette question est celle de ce qui résiste à la colonisation de toute forme d'activité par le capital, à ce que la tradition marxiste appelle « la subsomption réelle de la société sous le capital » (Negri, 2006, p. 28). Ces formes de résistance ont été pensées, notamment par le courant postopéraïste et par André Gorz, et certains apports de ceux-ci semblent peu pris en compte par les théoriciens du *digital labour*, quand bien même ces derniers revendiquent l'influence des théories du « travail immatériel ». Ainsi, lorsqu'on affirme l'extension infinie du travail exploité, ne court-on pas paradoxalement le risque de reconduire la logique économiciste qui est au cœur du développement capitaliste, c'est-à-dire d'épouser la tendance à faire de tous les champs de l'activité humaine de simples moments du processus d'accumulation, en oubliant tout ce qui excède, malgré tout, la logique marchande ? Reconnaître que les utilisateurs d'un réseau social participent, parfois sans s'en rendre compte, à générer de la valeur est évidemment crucial. Mais l'activité de sociabilisation en ligne peut en dépit de cela demeurer porteuse de

---

<sup>9</sup> Casilli Antonio A., 2015, « Poster sur Facebook, c'est travailler. Comment nous rémunérer ? », *Libération*, 11 septembre 2015.

significations authentiques et non-marchandes, dans la mesure où les subjectivités ne peuvent jamais être complètement appropriées par le capital, quand bien même les données personnelles le sont.

L'autre aspect de la question porte plus précisément sur la notion de travail. À trop vouloir étendre celle-ci, on peut se demander si on ne la vide pas d'une partie de son sens et de sa substance. Lorsque la catégorie de travail se trouve totalement détachée, non pas uniquement de la question de l'emploi (ce qui, d'un point de vue philosophique, ne pose aucun problème majeur), mais aussi des critères d'intentionnalité et de conscience, elle en vient à perdre son socle anthropologique tel que les philosophes de la modernité l'ont édifié. L'hypothèse de cette note est que cette inflexion « postmoderne » de la notion de travail est en partie liée au contexte actuel d'automatisation algorithmique. En effet, lorsque l'activité humaine consciente devient, dans certains segments de l'économie, un élément subalterne du processus de création et de captation de la valeur, le travail peut être conçu comme un simple input informationnel, venant nourrir des processus automatisés dont l'accomplissement concret échappe en partie à ceux qui les ont mis en place.

## Bibliographie

ANDREJEVIC Mark, 2013, « Estranged free labor », *Digital Labor : The Internet as Playground and Factory*, T. Scholz éd., New York, Routledge, p. 149-165.

ARVIDSSON Adam et COLLEONI Eleanor, 2012, « Value in informational capitalism and on the Internet », *The Information Society*, vol. 28, n° 3, p. 135-150.  
[10.1080/01972243.2012.669449](https://doi.org/10.1080/01972243.2012.669449)

BELLAMY Edward, 2015 [1888], *Cent ans après ou l'an 2000*, Paris, Éditions Éternel.

BRYNJOLFSSON Erik et MCAFEE Andrew, 2014, *The Second Machine Age : Work, Progress, and Prosperity in a Time of Brilliant Technologies*, New York, W. W. Norton and Company.

CARDON Dominique et CASILLI Antonio A., 2015, *Qu'est-ce que le Digital Labor ?*, Bry-sur-Marne, INA Éditions.

CASILLI Antonio A., 2016, « [Le digital labor : une question de société](#) », *INA Global*.

DELPHY Christine, 1978, « Travail ménager ou travail domestique ? », *Les femmes dans la société marchande*, A. Michel éd., Paris, Presses universitaires de France, p. 39-54.

DUJARIER Marie-Anne, 2014 [2008], *Le travail du consommateur. De Mac Do à eBay : comment nous coproduisons ce que nous achetons*, Paris, La Découverte.

FISHER Eran et FUCHS Christian éd., 2015, *Reconsidering Value and Labour in the Digital Age*, Basingstoke, Palgrave MacMillan. [10.1057/9781137478573](https://doi.org/10.1057/9781137478573)

FUCHS Christian, 2014, *Digital Labour and Karl Marx*, New York, Routledge.

GILLESPIE Tarleton, 2016, « [Algorithms, clickworkers, and the befuddled fury around Facebook Trends](#) », *Culture Digitally*.

GORZ André, 2008, *Écologica*, Paris, Galilée.

HESMONDHALGH David, 2010, « User-generated content, free labour and the cultural industries », *Ephemera*, vol. 10, n° 3-4, p. 267-284.

JARRIGE François, 2009, *Au temps des tueuses de bras. Les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle, 1780-1860*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.



- LAFARGUE Paul, 1969 [1883], *Le droit à la paresse*, Paris, Maspero.
- LUND Arwid, 2014, « [Playing, gaming, working and labouring : Framing the concepts and relations](#) », *tripleC*, vol. 12, n° 2, p. 735-801.
- MARCUSE Herbert, 1963 [1955], *Éros et civilisation*, Paris, Éditions de Minuit.
- MARX Karl, 1968 [1939], *Grundrisse*, Paris, Anthropos.
- 1968 [1867], *Le Capital*, édition par Maximilien Rubel, Paris, Gallimard.
- NEGRI Antonio, 2006, *Fabrique de porcelaine. Pour une nouvelle grammaire du politique*, Paris, Stock.
- NEGRI Antonio et LAZZARATO Maurizio, 1991, « Travail immatériel et subjectivité », *Futur antérieur*, n° 6, p. 86-89.
- RIFKIN Jeremy, 2005 [1995], *La fin du travail*, Paris, La Découverte.
- ROBINSON Bruce, 2015, « With a different Marx : Value and the contradictions of Web 2.0 capitalism », *The Information Society*, vol. 31, n°1, p. 44-51. [10.1080/01972243.2015.977634](https://doi.org/10.1080/01972243.2015.977634)
- ROUBINE Isaak, 2009, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, Paris, Syllepse.
- SCHOLZ Trebor éd., 2013, *Digital Labor : The Internet as Playground and Factory*, New York, Routledge.
- SCHOLZ Trebor, 2016, *Uberworked and Underpaid*, Hoboken, Wiley.
- SIMONET Maud, 2010, *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit ?*, Paris, La Dispute.
- SMYTHE Dallas W., 1977, « Communications : Blindspot of Western Marxism », *Canadian Journal of Political and Social Theory*, vol. 1, n° 3, p. 1-27.
- STIEGLER Bernard, 2015, *La société automatique*, t. 1, *L'avenir du travail*, Paris, Fayard.
- TERRANOVA Tiziana, 2000, « Free labor : Producing culture for the digital economy », *Social Text*, vol. 18, n° 2, p. 33-58. [10.1215/01642472-18-2\\_63-33](https://doi.org/10.1215/01642472-18-2_63-33)
- TIFFON Guillaume, 2013, *La mise au travail des clients*, Paris, Economica.